

Printemps arabe

«L'armée a détourné la révolution en Egypte»

De passage à Genève, Antoine Basbous se réjouit de l'islamisme de Ghannouchi, craint pour l'Egypte et condamne la Syrie

Olivier Bot

Près d'un an après le début du «printemps arabe», quel bilan? De passage à Genève, Antoine Basbous, directeur de l'Observatoire des pays arabes à Paris, vient de publier *Le tsunami arabe* pour faire le point sur ces révolutions.

Des élections vont avoir lieu en Egypte, le 28 novembre prochain. Pour rien, selon vous?

L'armée a détourné la révolution. Elle veut changer la vitrine tout en conservant le pouvoir. Elle a joué le pourrissement pour que la bourgeoisie, qui ne sort plus de chez elle, et l'étranger (après l'invasion de l'ambassade d'Israël) conviennent qu'elle est la seule garantie d'un retour à l'ordre. Les élections risquent de ne rien changer au scénario. Car le nouveau paysage politique combine quatre phénomènes. Le premier, c'est l'éclatement de la branche libérale de la révolution en plusieurs formations naissantes qui n'ont pas eu le temps de se structurer avant ce scrutin. Pour surveiller le bon déroulement du vote, il faudra 96 000 observateurs. Qui dispose de ces troupes militantes? Les Frères musulmans. Ils sont présents partout, y compris au fin fond du pays. Le deuxième phénomène, c'est la montée en puissance des salafistes, la version à l'export du wahhabisme saoudien. Il y a une semaine, un chef salafiste a réussi à imposer le voile à une présentatrice d'une chaîne de télé publique. C'est mauvais signe. Le troisième phénomène, c'est la banalisation des Frères musulmans. Ils ont les hommes, je l'ai dit, l'argent, et existent depuis 1928. Le quatrième phénomène, c'est le retour du PND, le parti de Moubarak. Dans un jugement récent, un tribunal l'a autorisé à se présenter.

L'ultimatum de la Ligue arabe à la Syrie tombe dimanche. Après le feu vert à la guerre en Libye, la Ligue est en pointe. Pourquoi? Elle est à l'image des Etats qui la composent. Ils étaient endormis et ont été réveillés par l'esprit de jeunesse qui a soufflé. Le Qatar, le plus petit pays et le plus riche du



Antoine Basbous
Directeur de l'Observatoire des pays arabes à Paris

monde arabe, a pris le leadership au détriment d'une Egypte qui se réorganise pour ne rien changer et des vieux dirigeants de l'Arabie saoudite. Al Jazeera, la télévision qatarienne, a aussi joué un rôle capital dans ces révolutions.

Pensez-vous que le régime syrien va tomber à son tour?

Le régime alaouite est à bout de souffle. Les déclarations de l'oncle de Bachar el-Assad, en exil à Paris, invitant son neveu à quitter le pouvoir, sont un signal qui risque d'être entendu par certains officiers qui dirigent la répression. Il y a déjà des milliers de déserteurs dans l'armée. Ils tiennent depuis plus de trois semaines plusieurs quartiers de la ville d'Homs. Des colonels ont fait défection. Quand ce seront des généraux, Bachar sera fini. Hier, les pays arabes tremblaient devant Hafez el-Assad. Aujourd'hui, ce sont eux qui mènent la danse.

Bachar el-Assad a menacé d'embraser toute la région. A-t-il encore ce pouvoir?

Oui, il peut encore mettre le feu en Turquie, au Liban et dans les

pays du Golfe. D'ailleurs, l'attaque du PKK, le parti autonomiste kurde, qui a fait 24 morts dans les rangs de l'armée turque l'a montré. L'insurrection dans un village à l'est de l'Arabie saoudite, dans la grande région pétrolière du pays, en est une autre illustration. Mais sa capacité de nuisance s'amenuise de jour en jour. Il faut bien voir que l'économie syrienne est très fragile, que le tourisme n'amène plus de devises, que les capitaux fuient, que la production de pétrole s'est arrêtée et que Damas a de plus en plus de mal à payer les primes de ses soldats engagés dans la répression.

Tariq Ramadan estime que les démocrates ne reflètent pas les aspirations du peuple. Vous êtes d'accord avec lui?

Non. Ce qui gêne Tariq Ramadan, c'est que les islamistes ont toujours échoué à renverser des régimes qui sont soudain tombés, soufflés par des aspirations à la liberté. Alors il développe une théorie du complot sur le financement américain de certains activistes. Je ne nie pas que quelques activistes - 500 personnes peut-être - ont été formés aux techniques non violentes de contestation, mais c'est une goutte d'eau dans l'océan. Les gens qui se sont soulevés ne veulent pas plus de

voile et plus de barbe, ils veulent respirer librement et ont réussi leur révolution sans tirer une seule balle.

Faut-il craindre l'islamisme victorieux en Tunisie?

Celui de Ghannouchi est éclairé. L'homme dit en arabe, comme en français ou en anglais, qu'il préfère 10% de femmes qui décident de se voiler plutôt que 100% qui le font par contrainte. Pour son exil, il n'a pas choisi Riyad mais Londres. Non seulement l'islamisme de Ghannouchi ne me fait pas peur, mais il me réjouit aussi. Il n'est ni violent ni liberticide. Cependant, il n'est pas sûr que le premier ministre soit sur la même ligne.

Et en Libye?

L'islamisme est plus inquiétant en Libye. Le salafisme, qui s'est développé avec l'argent des Saoudiens dans ce pays fermé, fait concurrence aux Frères musulmans, soutenus par le Qatar. Les libéraux ont été balayés. Ce sont les femmes qui vont souffrir. Mais ce ne sera jamais pire que sous Kadhafi.

Lire la critique du livre de Antoine Basbous sur
<http://olivierbot.blog.tdg.ch>

La Turquie est devenue le pire ennemi de la Syrie

Paris et Ankara ont encore haussé le ton hier. La Turquie semble plus que jamais décidée à presser Damas

A quelques heures d'un ultimatum fixé à Damas par la Ligue arabe pour que cesse la répression, les violences ont encore éclaté hier en Syrie. Les forces de sécurité ont tiré pour disperser des milliers de manifestants dans de nombreuses villes, faisant au moins onze morts, dont un enfant, selon les opposants. Trois membres des forces de sécurité ont par ailleurs été tués à Hama.

Sur le plan diplomatique, la France et la Turquie ont encore haussé le ton, demandant à ce que la communauté internationale accroisse la pression sur le régime syrien par la voie de sanctions. «Au lieu d'écouter son peuple, l'administration syrienne a pointé des armes contre sa propre population», a accusé hier le ministre des Affaires étrangères turc, Ahmet Davutoglu, qui n'a cessé de lâcher phrases accusatrices et menaces de sanctions (l'approvisionnement en électricité, qui représente 60% de la consommation syrienne) ces derniers jours. Une Turquie laissant les opposants syriens - du Conseil national syrien aux gradés de l'Armée libre - s'organiser sur son territoire et qui semble bien avoir pris le leadership des pressions internationales exercées sur Damas.

Au printemps dernier, le premier ministre Recep Erdogan répétait encore que la crise en Syrie relevait de ses affaires internes. Pas question de froisser un voisin avec lequel elle partage 900 km de frontière, celle-ci étant d'ailleurs traversée par des échanges commerciaux en plein essor (+43% en 2010). La position des Turcs a donc d'abord consisté à jouer les médiateurs. Mais face à la surdité de Damas, cette position est devenue rapidement intenable. «Plus la Turquie

attend, plus la menace grandit de voir la déstabilisation syrienne jouer en sa défaveur. Damas a toujours été un faux ami pour Ankara, car à tout moment capable de réveiller les Kurdes», relève Fabrice Balanche, expert du Moyen-Orient et maître de conférences à l'Université de Lyon. En avril dernier, le retour d'exil du leader kurde Mohammed Saleh Mouslim, que le pouvoir syrien laisse s'organiser au nord du pays, avait agacé la Turquie.

La volonté d'exporter son modèle islamo-moderé dans le contexte des révolutions arabes expliquerait aussi les ardeurs de la Turquie. Les pro-Assad qualifient d'ailleurs cette politique de «néo-ottomane». «La Turquie à majorité sunnite a vu dans la crise syrienne l'occasion de rejouer un rôle prépondérant au Moyen-Orient avec pour alliés Ennahda en Tunisie ou les Frères musulmans égyptiens», dit Jean-René Belliard, expert de la région. Ce n'est pas un hasard si les Frères musulmans ont laissé entendre jeudi qu'une intervention turque en Syrie serait acceptable. «C'est bien une alliance cherchant à briser l'axe irano-syrien des chiïtes et des alaouites qui se dessine», conclut Jean-René Belliard. **Cathy Macherel**

Extrémisme

Le Caire
Manifestation contre le pouvoir militaire

Des dizaines de milliers de manifestants, en majorité islamistes, se sont rassemblés hier à la place Tahrir, au Caire, pour exiger que l'armée transfère le pouvoir aux civils et dénoncer un projet accusé de permettre aux militaires de garder des privilèges. La manifestation regroupait également des sympathisants de formations laïques libérales ou de gauche, ainsi que des mouvements prodémocratie à l'origine de la révolte qui a renversé le président Hosni Moubarak en février dernier. **AFP**

L'extrémiste norvégien Anders Behring Breivik a perpétré la tuerie de l'île d'Utoeya le 22 juillet parce que sa bombe n'avait pas suffi à démolir la tour abritant le bureau du premier ministre à Oslo, a affirmé son avocat, cité hier par un journal norvégien. Breivik espérait s'en prendre au chef de la diplomatie, à l'ex-premier ministre ou encore au chef de la Jeunesse travailliste, affirme encore le journal. **AFP**